



Déclaration liminaire CSA-R DGA

Balard, le 10 décembre 2025

Monsieur le délégué général pour l'armement,
Mesdames et Messieurs,

Défense CGC et CFTC Défense vous souhaitent tout d'abord la bienvenue à la tête de la DGA.

Votre nomination intervient dans un contexte géopolitique de plus en plus tendu à l'échelle internationale et très incertain au niveau national en ce qui concerne les budgets. Ainsi, notre ministère et la DGA se retrouvent sous le feu des projecteurs et en proie à des injonctions contradictoires permanentes.

Dans ce contexte anxiogène, le départ d'Emmanuel Chiva a été vécu comme très soudain par les personnels, qui s'interrogent sur les motifs de ce départ précipité. Si l'on ajoute à cela les mots assez durs que vous avez eus envers la DGA par le passé, les personnels sont en droit de s'inquiéter sur les objectifs qui vous ont été fixés.

S'agit-il de renforcer la DGA dans ses missions ou au contraire de poursuivre la vente à la découpe, après notamment la création de l'AMIAD, puis celle du CND pour lesquelles vous avez été un acteur de premier plan ? L'espace et le cyber sont-ils les prochains sur la liste, le domaine cyber étant un sujet que vous maîtrisez tout particulièrement ?

Concernant les sujets RH, le blocage des recrutements à la DGA est un sujet de préoccupation forte, sur fond de bataille de pieds de colonne et de cible RH avec la DRH-MD, en contradiction totale avec la LPM.

Défense CGC et CFTC Défense attirent votre attention sur ce sujet et espère que vos relations privilégiées avec le nouveau DRH-MD Olivier Bouchery seront de nature à faciliter les échanges avec le gestionnaire RH. Cet affrontement permanent et ces recouvrements entre les rôles de gestionnaire et d'employeur sont délétères pour le fonctionnement et pour les agents. Ils sont une source de lourdeur et d'un archaïsme incompréhensible à l'ère actuelle où il est question de simplification administrative et de subsidiarité.

Nous constatons ainsi que la DGA, sur de nombreux sujets, perd la main. Et le sujet RH ne fait pas exception. Face à la DRH-MD, il est en effet de plus en plus difficile à la DGA de faire entendre sa voix et ses spécificités. Il suffit de voir les différents dossiers RH qui s'enlisent un peu plus chaque jour pour le vérifier.

Toujours sur le volet RH, l'absence de mesures catégorielles nouvelles pour 2026 envoie un signal fort à l'ensemble des personnels civils, fonctionnaires, contractuels et ouvriers d'Etat, qui sont pourtant en première ligne pour mettre en œuvre une LPM ambitieuse, pour l'instant sur le papier, en attendant le vote d'un budget. En l'absence de telles mesures, il sera difficile, pour ne pas dire impossible, de mettre en œuvre une politique salariale plus équitable et moins individualisée en fonction des statuts ou des domaines d'activités, alors que les écarts se creusent d'année en année.

Merci de votre attention.